

Questions orales

ponse détaillée. Je vais la prendre en note et essayer d'obtenir les précisions voulues.

Le député n'ignore également pas qu'un principe important est en jeu dans cette affaire; il s'agit de savoir si oui ou non le gouvernement fédéral devrait assumer certaines responsabilités pour ce qui est de la situation financière des sociétés ou des organisations non gouvernementales avec lesquelles il entretient des relations. Naturellement, nous essayons de nous assurer que la situation financière de ces sociétés ou organisations non gouvernementales est bonne.

Il arrive parfois que des événements extrêmement regrettables se produisent, comme dans le cas de l'EUMC. Nous tentons de remédier à la situation en étant tout à fait attentifs aux besoins des gens qui, au Canada ou à l'étranger, comptent sur cet organisme.

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, l'EUMC ne demande pas à être renflouée; elle souhaite simplement qu'on lui donne l'argent pour se réorganiser.

Des voix: Oh, oh!

M. Hovdebo: Elle a juste besoin d'un délai, pas d'argent. Elle a besoin de temps pour se réorganiser.

Le gouvernement se rend-il compte à quel point tout cela sera mal perçu par les pays en développement lorsqu'ils constateront qu'après avoir forcé l'ACDI à verser près de deux millions de dollars de contribution à l'opération militaire dans le golfe Persique, le gouvernement reste les bras croisés lorsque l'EUMC est acculée à la faillite?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, aucune personne objective, pas plus que le député lorsqu'il aura l'occasion de prendre connaissance de tous les faits, ne pourra accuser votre serviteur ou le gouvernement de ne rien faire.

Nous avons essayé d'aider l'EUMC. Ma collègue, la ministre responsable du Développement international, a annoncé, l'autre jour, certaines des mesures que nous prenions. Malheureusement, elles n'ont rien donné.

En ce qui a trait à la crise dans le Golfe, le député n'est pas sans savoir que les pays les plus pauvres du monde sont justement parmi ceux qui souffrent le plus de toute l'incertitude actuelle qui a d'importantes répercussions sur les cours pétroliers.

L'une des meilleures façons de leur venir en aide consisterait à parvenir à une solution pacifique à la crise

dans le Golfe et c'est justement ce que nous tentons de faire.

M. Karpoff: Déclarez la guerre.

M. Clark (Yellowhead): Le député nous demande de déclarer la guerre. Je ne pense pas que ce soit là la position de son parti. Ce n'est certes pas la nôtre.

Nous entendons soutenir les Nations Unies et nous apprécierions vivement que le Nouveau Parti démocratique en fasse autant, pas seulement en théorie, mais aussi en pratique.

* * *

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Mme Carole Jacques (Mercier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général du Canada, ce dernier ayant signé et approuvé lundi dernier le transfert de Maxime Gariépy afin que celui-ci puisse purger sa peine dans un établissement carcéral canadien. Ma deuxième question, monsieur le Président, car nous savons tous que M. Jean-Luc Mongrain s'est occupé de la première, et je l'en félicite: Maxime Gariépy aura 18 ans le 22 janvier prochain. Il est donc impératif que Maxime soit transféré au Canada avant cette date fatidique. Alors le solliciteur général peut-il nous confirmer, premièrement, la date exacte du transfert et, deuxièmement, que cette date sera avant le 22 janvier prochain?

[Traduction]

M. Benno Friesen (secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada): Je remercie la députée de l'intérêt qu'elle a manifesté dans ce cas.

Le solliciteur général s'est lui-même penché sur cette affaire et a signé, hier, l'autorisation de la demande de rapatriement de M. Gariépy au Canada.

Cette demande doit maintenant être traitée par les divers ordres de gouvernement et les autorités responsables aux États-Unis. Nous espérons que le rapatriement s'effectuera le plus tôt possible.

* * *

AIR CANADA

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, d'ici le printemps prochain, Air Canada aura supprimé 150 emplois.

Le service à la clientèle est une affaire du passé et les Canadiens de l'Atlantique sont encore une fois les victimes. Le ministre des Transports se décidera-t-il aujourd'hui à user de sa grande influence auprès du conseil